Nouvelles locales du vendredi 24 octobre 2014

@rib News, 24/10/2014 Ï Politique - Tenue ce jeudi Ã Gitega ce jeudi dâ€™un atelier dâ€™Ã©valuation de la feuille de rou convenue entre les politiciens Ã Kayanza au mois de mars 2013. Durant toute la journÃ©e, ils ont eu Ã sâ€™entretenir de lâ€™avancÃ©e de la mise en application de ce document combient important pour le bon dÃ©roulement des Ã©lections de 20 Pourtant, les partis politiques de lâ€™opposition estiment quâ€™aucune recommandation nâ€™est sortie de cet atelier. Ils trou quâ€™il sâ€™agit mÃªme dâ€™une perte de temps puisque le ministre de lâ€™IntÃ©rieur semble ne pas cautionner une avan matiÃ¨re. Ils trouvent quâ€™Edouard Nduwimana continue dâ€™Ãªtre un obstacle Ã la mise en application de ce document Ã© donnÃ© quâ€™il ne veut pratiquement pas sa mise en application.

AprÃ¨s cet atelier, les reprÃ©sentants de lâ€™Union Africaine et EuropÃ©enne ont sorti un communiquÃ© oÃ¹ ils demandent Burundais de continuer le dialogue afin dâ€™arriver Ã des solutions concertÃ©es quant Ã leurs problÃ¨mes. De son cÃ´tÃ©, le reprÃ©sentant spÃ©cial du secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies au Burundi a affirmÃ© que le gros du contenu de cette feuille de route a Ã©tÃ© mis en application. [bonesha/rtr/rpa/rtnb/isanganiro] - Une douzaine de partis politiques ont adressÃ© une correspondance au prÃ©sident de la RÃ©publique pour dÃ©noncer le comportement de la CENI dans la mise en place des instances chargÃ©es de prÃ©parer les Ã©lections. Selon ces partis, la CENI affiche un comportement irresponsable dans le processus Ã©lectoral en cours puis quâ€™il veut tout faire contre la volontÃ© de certains intervenants en cette matiÃ¨re. Ils estiment surtout que la maniÃ¨re dont les membres des commissions provinciales et communales Ã©lectorales indÃ©pendantes sont en train dâ€™Ãªtre mises en place ne rassure point les politiciens quant Ã la crÃ©dibilitÃ© prÃ©paration et de la tenue des Ã©lections. Ils demandent lâ€™intervention du chef de lâ€™Etat pour faire ce quâ€™il peut fa redresser la situation. [bonesha/rtr/rpa] Ï Justice - Lâ€™APRODH trouve quâ€™il y a deux poids deux mesures dans le traitement des dossiers des prisonniers qui doivent bÃ©nÃ©ficier de la grÃ¢ce prÃ©sidentielle dÃ©cidÃ©e derniÃ¨rement par Nkurunziza. Selon le prÃ©sident de cette organisation de dÃ©fense des droits de lâ€™homme, il y a dâ€™autres considÃ©rati surtout politiques dans la dÃ©termination de ceux qui doivent bÃ©nÃ©ficier de cette mesure. Pierre Claver Mbonimpa trouve par exemple que les membres du NFL proches dâ€™Agathon Rwasa ne peuvent, Ã quelques exceptions prÃ¨s, bÃ©nÃ©ficier cette grÃ¢ce. Il demande ainsi un traitement Ã©quitable et juste et une correction des erreurs pour Ã©viter que des injustices se remarquent dans cette affaire. Il trouve que la commission mÃ©dicale va trouver que la plupart ont Ã©tÃ© oubliÃ©s. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha] - Le ministÃ¨re de la Justice annonce que la commission mÃ©dicale a dÃ©jÃ terminÃ© son travail; câ€™est-Ã -dire celui dâ€™identifier les conditions sanitaires de mise en application de la grÃ¢ce prÃ©sidentielle. S le porte-parole du ministre de la justice, lâ€™identification de ceux qui doivent bÃ©nÃ©ficier de cette grÃ¢ce selon des critÃ¨re mÃ©dicaux est dÃ©jÃ terminÃ©e. DÃ©o Ruberintwari ajoute prÃ©cise que ceux qui ne vont pas se retrouver sur cette liste vor Ãªtre considÃ©rÃ©s dans la prochaine Ã©tape. Il demande un peu plus de patience pour que la situation soit tirÃ©e au claire. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha/rtnb] - Une personne de nationalitÃ© rwandaise a Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e ce mardi Ã Karusi et conduit c jeudi Ã la prison centrale de Gitega. Originaire de la ville de Kigali, DamascÃ¨ne Gakwaya a Ã©tÃ© accusÃ© dâ€™incitation Ã rÃ©volte et a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par le reprÃ©sentant de la police prÃ©sidentielle dans cette province et avait un permis de sÃ©j expirÃ©. Pourtant, la personne en question fait savoir quâ€™elle est au Burundi depuis le mois de fÃ©vrier et quâ€™elle a un message Ã transmettre et quâ€™il va continuer son travail malgrÃ© cet emprisonnement. Il prÃ©cise aussi que câ€™est la population qui, aprÃ¨s avoir entendu son message, pourvoyait Ã ses besoins journaliers. [isanganiro/rpa] Ï Economie - Alors que lâ€™association burundaise des consommateurs (ABUCO) avait demandÃ© au gouvernement de revoir Ã la baisse le prix du carburant suite Ã la diminution des prix de ce produit sur le marchÃ© international, le ministÃ¨re du Commerce et de lâ€™Industrie estime quâ€™il nâ€™est pas question de rÃ©pondre favorablement Ã cette demande. Le porte-parole de ce trouve plutÃ´t quâ€™en cas de hausse du prix de ce produit, le gouvernement fait des efforts remarquables afin que ce produit ne tarisse pas. Hypax Bahizi trouve quâ€™en cas de diminution, les effets de cet Ã©tat de fait ne parviennent au Burundi quâ€™aprÃ¨s un trÃ¨s long temps et quâ€™il faudra attendre pour voir si cette situation se pÃ©rÃ©nise. Selon lui, le carburant pourra Ãªtre revu Ã la baisse mais, il ajoute que cela va dÃ©pendre de la politique du gouvernement qui doit maintenir la disponibilitÃ© de ce produit combien important dans la vie du pays. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]